

Accord professionnel
COOPÉRATION AGRICOLE

ACCORD DU 29 NOVEMBRE 2016
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE MUTUALISATION DES FONDS
RELATIFS À LA PARTICIPATION DES EMPLOYEURS AGRICOLES
À L'EFFORT DE CONSTRUCTION (PEAEC)
NOR : AGRS1797153M

Entre

Coop de France

D'une part, et

CFTC-Agri

FGA CFDT

FGTA FO

FNAF CGT

CFE-CGC (SNCOA)

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les employeurs agricoles visés à l'article L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime et occupant au moins 50 salariés ont l'obligation de consacrer au moins 0,45 % des rémunérations versées à leurs salariés sous contrat à durée indéterminée au cours de l'année civile précédente, au financement de la construction de logements ou d'opérations assimilées (dispositif PEAEC ou 1 % logement agricole).

Dans le cadre du pilotage de la PEAEC, les partenaires sociaux ont constaté qu'une partie importante des fonds collectés n'était pas utilisée. Si cette sous-utilisation peut s'expliquer, à l'origine, par la nécessité pour les salariés et les entreprises de s'approprier le dispositif, la persistance de cette situation a conduit les partenaires sociaux de la coopération agricole à s'interroger sur les solutions pour y remédier.

La réflexion ainsi engagée a conduit à évaluer les possibilités visant à améliorer le taux d'utilisation des fonds collectés, notamment en développant la mutualisation interentreprises, et ce, sans remettre en cause les dispositions spécifiques qui gouvernent la PEAEC (contribution assise sur la masse salariale CDI des entreprises de 50 salariés et plus).

Par cette mutualisation, les partenaires sociaux entendent dynamiser l'utilisation des fonds collectés afin de favoriser l'accès au logement des salariés de la coopération agricole.

Le présent accord a pour objet de formaliser le principe et les modalités de la mutualisation au sein de la coopération agricole.

Article 1^{er}

Champs d'application

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer), et vise les coopératives agricoles, les unions de coopératives agricoles, les SICA et les filiales de droit commun des organismes précités dès lors qu'elles relèvent de l'article L. 722-20, 6°, 6° bis, 6° ter et 6° quater, du code rural et dont l'effectif est au moins égal à 50 salariés, tout établissement confondu.

Par dérogation, sont exclus du champ d'application du présent accord :

- les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) ;
- les coopératives agricoles et SICA coopératives membres de la FCB (fédération nationale des coopératives agricoles et SICA de transformation de la betterave) ainsi que les personnes morales qu'elles contrôlent.

Article 2

Mutualisation des fonds issus de la PEAEC au sein de la coopération agricole

2.1. Principe

Pour permettre une meilleure utilisation des fonds issus de la PEAEC, il est décidé de mettre en place une mutualisation interentreprises entre les entreprises relevant du champ d'application du présent accord, s'agissant de la contribution versée au titre de l'article L. 716-2 du code rural et de la pêche maritime.

Cette mutualisation permet à chaque entreprise visée d'accéder aux prestations liées à la PEAEC, et ce, quelle que soit l'importance de sa contribution qu'elle verse au titre de la PEAEC.

L'accès au fonds mutualisé pour une année donnée est conditionné au fait que l'entreprise verse une contribution au titre de cette année.

Le présent accord n'a pas pour effet de remettre en cause les partenariats spécifiques ou les accords collectifs, mis en place au sein des entreprises.

2.2. Type de fonds mutualisés

La mutualisation concerne les fonds versés par :

- les entreprises occupant au minimum 50 salariés, tout établissement confondu ;
- les entreprises qui ont versé des contributions au titre de la PEAEC mais dont l'effectif est passé sous le seuil des 50 salariés entre les années 2008 et 2016 ;
- les entreprises qui ont versé des contributions au titre de la PEAEC et qui ont disparu entre les années 2008 et 2016.

Article 3

Mise en place d'un comité de pilotage paritaire de la PEAEC

Afin d'assurer la gestion de l'enveloppe mutualisée au sein de la coopération agricole, un comité de pilotage paritaire est créé.

3.1. Composition et fonctionnement du comité de pilotage paritaire

Le comité de pilotage est composé de deux collèges :

- un collège « salariés » composé de deux représentants par organisations syndicales signataires du présent accord ;
- un collège « employeurs » composée d'un nombre équivalent de représentants désignés par coop de France.

Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an. Il peut se faire assister par toute personne compétente, et notamment par un ou plusieurs représentants d'Action logement.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par coop de France.

3.2. Missions du comité de pilotage paritaire

Le comité de pilotage a pour missions :

- d'assurer un suivi de l'utilisation de l'enveloppe mutualisée;
- d'orienter l'utilisation des fonds par les entreprises en fixant des priorités;
- de mettre en place des actions collectives en faveur du logement des salariés;
- de mettre en place toute action de communication à destination des salariés des entreprises.

Article 4

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Date d'application

Le présent accord entrera en vigueur à compter au 1^{er} janvier 2017.

Article 6

Révision et dénonciation

Le présent accord peut être révisé, totalement ou partiellement, conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Le présent accord peut être dénoncé, totalement ou partiellement, conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 7

Dépôt et notification

Établi en vertu des articles L. 2222-1 et suivants du code du travail, le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 8

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 29 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)